

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 15 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ENVIRO-CONSEIL ET TRAVAUX (ECT)

D 401
Route du Mesnil Amelot
77230 VILLENEUVE SOUS DAMMARTIN

Code AIOT : 0006517488

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2022 dans l'établissement ENVIRO-CONSEIL ET TRAVAUX (ECT) implanté Lieu-dit La Noue Fondrière 93120 LA COURNEUVE. L'inspection a été annoncée le 07/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENVIRO-CONSEIL ET TRAVAUX (ECT)
- Lieu-dit La Noue Fondrière 93120 LA COURNEUVE
- Code AIOT : 0006517488
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Le groupe ECT est spécialisé dans la gestion des matériaux inertes. Il travaille en partenariat avec des collectivités locales et des industriels pour l'édification de merlons paysagers de protection visuelle et phonique en bordure de voies routières ou ferrées, de remblaiement et d'aménagement de parcs urbains, de réaménagement de carrières souterraines ou à ciel ouvert, de reprofilage de terrains agricoles, de remblaiement/aménagement de golfs ou de dépollution de sites.

Le site de la Courneuve a été mis en service le 16 octobre 2017. Son emprise s'étend sur une superficie de 35 300 m². Il a été aménagé pour une activité de traitement biologique de terres

polluées aux hydrocarbures, composée des installations suivantes :

- un bâtiment de bioremédiation de 10 000 m² sur 12,5 m de haut, destiné à l'aire de déchargement et de stockage pour le traitement annuel de terres polluées aux hydrocarbures, les volumes de réception étant limités à 180 000 tonnes de terres polluées par an ;
- un stockage extérieur comprenant une aire pour les terres dépolluées.

Il est en outre équipé de :

- bassin de stockage des eaux pluviales de ruissellement associé à 1 séparateur d'hydrocarbures,
- un bassin des eaux d'incendie/process,
- et un bassin des eaux de process,
- 1 cuve de carburant de 4 m³,
- 1 aire d'attente,
- 1 pont bascule,
- 1 portique de détection de la radioactivité,
- 2 installations modulaires à usage de locaux sociaux.

Il reçoit ses chargements du lundi au vendredi, de 7h00 à 16h00 et exceptionnellement le samedi matin.

Situation administrative

Le site était autorisé par arrêté préfectoral du 7 octobre 2015. À la suite d'une modification substantielle, ECT a déposé un nouveau dossier et fait l'objet d'un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation n° 2020-0741 du 12 mars 2020.

Le site est autorisé sous les rubriques 3510 (Traitement biologique (bioremédiation) de terres polluées aux hydrocarbures) avec un volume autorisé de 180 000 t/an soit 630 t/j ainsi que sous la rubrique 2790 (Traitement biologique (bioremédiation) de terres polluées aux hydrocarbures) avec un volume autorisé de 180 000 t/an soit 630 t/j

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérifications périodiques
- Traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Rapport d'activité annuel	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 2-9-2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réserve de produits	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 2-2-1	/	Sans objet
3	Surveillance eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 4-6-1	/	Sans objet
4	Conditions générales	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 2-3-2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 8-6-4	/	Sans objet
6	Émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 3-3-1	/	Sans objet
7	Séparateur hydrocarbures pour eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 4-3-4-1	/	Sans objet
8	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 8-4-2	/	Sans objet
9	Vérification annuelle : extincteur, ria, désenfumage, portes CF	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 8-7-2	/	Sans objet
10	Procédures d'admission – Contrôles généraux	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 9.1.3.3	/	Sans objet
11	Les quantités autorisées	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 9.1.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu, les remarques effectuées lors de la visite précédente ont été traitées.

L'exploitant n'a pas transmis à l'Inspection son rapport d'activité pour l'année 2021, ce dernier lui sera demandé dans une lettre préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réserve de produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 2-2-1
Thème(s) : Risques accidentels, -
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que des manches de filtres, produits De neutralisation, absorbants...
Constats : L'exploitant dispose d'un stock suffisants d'absorbants, filtres et autres produits utiles à l'activité pour assurer la protection de l'environnement
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rapport d'activité annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 2-9-2
Thème(s) : Risques accidentels, -
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté et notamment tout éléments d'information pertinent sur l'exploitation des Installations dans l'année écoulée.
Constats : Le rapport d'activité de l'année 2021 n'a pas été transmis par l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Surveillance eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 4-6-1
Thème(s) : Risques accidentels, -
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Surveillance annuelle des eaux souterraines
Constats : Une étude a été menée par la société ARANA le 26/09/22, les valeurs relevées sont conformes, aucune pollution n'est à noter
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conditions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 2-3-2
Thème(s) : Risques accidentels, -
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Propreté des abords de l'installation Cloturé, surveillé, affichage interdisant l'accès, limite de vitesse de 10 km/h
Constats : Le site est cloturé, surveillé par télésurveillance, des consignes interdisent l'accès au site aux personnes étrangères à l'activité. Des panneaux présents à divers endroits sur le site rappellent la limite de vitesse de 10km/h
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 8-6-4
Thème(s) : Risques accidentels, -
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Présence des consignes d'exploitation
Constats : Les consignes de sécurité et d'exploitation sont affichées à plusieurs reprises, sur site et dans les locaux
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 3-3-1
Thème(s) : Risques chroniques, -
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Réalisation d'un contrôle trimestriel des rejets atmosphériques, conformité des mesures.
Constats : Les contrôles trimestriels des rejets atmosphériques ont été réalisés par DEKRA le 12/07/22, les mesures sont conformes
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Séparateur hydrocarbures pour eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 4-3-4-1
Thème(s) : Risques chroniques, -
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Réalisation de l'entretien annuel
Constats : L'entretien annuel a été effectué par la société BUTIN le 14/04/22. 4 tonnes de boues ont été évacuées, les BSD ont été transmis à l'inspection
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 8-4-2
Thème(s) : Risques accidentels, -
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérification des installations électriques
Constats : Les installations électriques ont été vérifiées le 09/03/22 par SOCOTEC. Les rapports de contrôles ne présentent pas d'observations
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Vérification annuelle : extincteur, ria, désenfumage, portes CF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 8-7-2
Thème(s) : Risques accidentels, -
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérification annuelle : extincteur, ria, désenfumage, portes CF
Constats : Les extincteurs et poteaux incendies ont été vérifiés par MOREAU INCENDIE le 26/09/22 et le 27/09/22.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Procédures d'admission – Contrôles généraux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 9.1.3.3
Thème(s) : Produits chimiques, -
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Tout chargement réceptionné dans les installations du site fait l'objet : - d'une vérification de l'existence d'un certificat d'acceptation préalable (CAP) en cours de validité ; - d'une vérification de l'existence d'un bordereau de suivi de déchets pour les terres polluées ; - d'un contrôle de la radioactivité, conformément au chapitre 9.3. du présent arrêté ; - d'un contrôle visuel dès son entrée sur le site ; - d'un contrôle du tonnage.</p> <p>Les contrôles ci-dessus peuvent être complétés, autant que de besoin (caractérisation initiale, doute sur la conformité), d'une analyse de conformité inopinée sur au moins, un échantillon représentatif, à l'initiative de l'exploitant.</p> <p>Une telle analyse de conformité est a minima réalisée sur les terres polluées, sur la base des critères d'acceptation définis à l'article 9.1.5.1, toutes les 1 000 tonnes réceptionnées.</p> <p>L'exploitant met en place une consigne d'exploitation qui liste les déchets admis sur le site. Il s'assure de la mise en œuvre de cette consigne par ses employés.</p>
<p>Constats : Les vérifications et contrôles requis sont effectués à la réception des chargements. Les lots sont limités à 1000 tonnes et la liste des déchets admis sur site est facilement accessible. Les CAP sont émis sur la base des informations contenues dans les FIP. L'inspection a pu consulter des FIP (fiches d'identification préalable).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Les quantités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 9.1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, -
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La quantité de déchets entrant annuellement sur la plate-forme n'excède pas 180 000 tonnes de terres polluées. Par ailleurs, à tout moment, la quantité de terres polluées présentes sur site n'excède pas 16 660 tonnes
Constats : Le jour de l'inspection, les quantités de déchets présents sur site étaient de 14179 tonnes, inférieures aux 16600 tonnes maximum autorisées. Le total des déchets entrants sur site pour l'année 2022 était de 85700 tonnes, bien inférieur au maximum autorisé de 180000 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet